

De l'autre Côté du Miroir

Partie 1

ou

Comment faire entendre « la Voix du Peuple » Sur une ZAD

Novembre 2013
Zadista Anarkia Corpus

Ce texte est un travail personnel visant à approfondir la réflexion entamée dans *Le Terrier du Lapin Blanc* sur les « structures organisationnelles » de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (ci-dessous nommée « la ZAD » pour faciliter la lecture).

Nous y tirerons le bilan et les conséquences des erreurs de la ZAD concernant l'idéologie de l'« *Absence de Structure* » et l'emploi de cette stratégie. Nous entamerons ensuite la réflexion sur les prochaines étapes de la lutte, avant de réfléchir à une structure organisationnelle permettant de faire évoluer la ZAD (ou toute autre ZAD, communauté ou village autogéré) par un processus de démocratie directe évitant les écueils élitistes évoqués dans *Le Terrier du Lapin Blanc*.

Nous nous appuierons principalement sur les textes *La Tyrannie de l'Absence de Structure* de Jo Freeman (référéncé « TAS »), *Zone d'Autonomie Temporaire* de Hakim Bey (référéncé « TAZ ») et *Penser le Passage du Social au Politique* d'Ezequiel Adamovsky (référéncé « PPSP »).

Dos au miroir, le mythe de l'absence de structure

Jo Freeman décrypte, dans TAS, l'idéologie répandue dans le Mouvement de Libération de la Femme dans les années 1970, que, pour ne pas recréer les structures hiérarchiques du patriarcat, elles devaient créer des groupes « *sans structure* ». Tout comme le mouvement « autonomiste » qui, aujourd'hui, pour ne pas recréer les structures hiérarchiques du patronat, aspire dogmatiquement à créer une société sans structure.

Cependant, si les « *groupes sans leadership ni structure* » s'avéraient un moyen excellent de travailler vers une « *prise de conscience* », une fois « *les vertus de la conscientisation [épuisées]* », « *les groupes, en général, s'enlisèrent, parce que la plupart d'entre eux ne voulaient pas changer leur structure pendant que se modifiaient leurs tâches.* »

“L'absence de structure” est organisationnellement impossible. On ne peut décider de former un groupe avec ou sans structure. [...] Tout groupe de personnes qui, pour certaines raisons, s'unit pendant un temps déterminé et avec un objectif quelconque, se donnera inévitablement une forme ou une autre de structure. (TAS)

Cette structure existe, implicitement ou explicitement. Si elle est niée et reste donc totalement implicite, elle entraînera inévitablement des dérives que Jo Freeman observa dans le mouvement féministe, entre autres la mise en place d'une structure élitare, une perte de contrôle du groupe sur ses « stars », une impuissance politique et un replis sur soi.

Face au miroir, observons notre reflet

Partant de ces enseignements, nous allons tenter d'y voir plus clair sur la situation actuelle du mouvement. Petits rappels de notre visite dans *le Terrier du Lapin Blanc* :

La base du mouvement autonomiste, les TAZ

Face à la "*fermeture de la carte*" et au contrôle de l'ensemble du territoire par l'État, la stratégie de la TAZ propose de rechercher "*des "espaces" (géographiques, sociaux-culturels, imaginaires) capables de s'épanouir en zones autonomes - et des espaces-temps durant lesquels ces zones sont relativement ouvertes, soit du fait de la négligence de l'État, soit qu'elles aient échappé aux arpenteurs ou pour quelque'autre raison encore.*" En libérant ces espaces-temps, on se donne les moyens de conscientisation ou "*libération psychologique. C'est-à-dire que nous devons réaliser (rendre réels) les moments et les espaces où la liberté est non seulement possible mais actuelle. Nous devons savoir de quelles façons nous sommes opprimés, et aussi de quelles façons nous nous auto-réprimons, ou nous nous prenons au piège d'un fantasme dont les idées nous oppriment.*" (TAZ)

Cependant, Hakim Bey nous prévient :

Nous ne cherchons pas à vendre la TAZ comme une fin exclusive en soi, qui remplacerait toutes les autres formes d'organisation, de tactiques et d'objectifs. Nous la recommandons parce qu'elle peut apporter une amélioration propre au soulèvement, sans nécessairement mener à la violence et au martyre. (TAZ)

L'absence de structure érigée en dogme

L'absence de structure, est un outil, celui de la Zone d'Autonomie Temporaire, favorisant la conscientisation et le déconditionnement. Cependant, la TAZ n'est pas une fin en soi. C'est un « *préliminaire au soulèvement* », un tremplin vers les prochaines étapes de la lutte contre « son monde ».

Cette absence de structure, si elle était favorable dans les premiers temps du mouvement où celui-ci était axé sur la conscientisation et la libération psychologique, elle est maintenant « *passée du stade de saine contre-tendance à celui d'idée allant de soi. Les notions qu'elle implique sont aussi faiblement analysées que le terme est fortement utilisé, devenant une part intrinsèque du Mouvement de Libération* » (TAS).

Il en va de même sur la ZAD que l'on pourrait comparer à un vivier de Zones d'Autonomies Temporaires : suivant les départs et arrivées d'habitant.e.s, de nouvelles zones disparaissent et se créent sans cesse.

Si l'on conçoit que le moment de la TAZ est finie, que la conscientisation à fait son effet et que le soulèvement à fait ses émules, nous constatons qu'il est grand temps de réfléchir à la suite. Maintenant que nous avons 25 ZAD, plusieurs centaines de comités de soutien, plusieurs dizaines de milliers de partisan.ne.s, qu'est-ce qu'on fait ?

Traversée du miroir : un voyage sociétal

Si nous voulons maintenant impulser un changement sociétal allant vers nos idéaux, il nous revient de construire aujourd'hui les prémices du monde de demain.

S'il était par le passé nécessaire d'effectuer un travail de conscientisation (de nous même, pour nous libérer de notre conditionnement, et de la population, pour faire connaître les dérives du capitalisme), il est maintenant temps de passer à une nouvelle étape.

Entendons nous bien : je ne prétend bien-sûr pas que ce travail préliminaire est fini, et qu'il faut abandonner le concept de TAZ ou la forme actuelle des ZAD. Mais j'ose affirmer que cela ne suffit plus.

Nous ne pouvons plus nier que l'idée que le capitalisme est néfaste et destructeur est devenue quasiment consensuelle. La pauvreté touche une grande majorité de la population ; les dérives écologiques, sociétales, policières, etc. apparaissent au grand jour. Les squats et ZAD fleurissent partout, les soutiens affluent et les événements et manifestations rassemblent toujours plus de personnes.

Que nous manque-t'il alors ? Pour Ezequiel Adamovsky, il s'agit maintenant de « *Penser le Passage du Social au Politique* ». Plutôt que d'expliquer aux gens qu'il faut faire autrement, leur montrer qu'on peut le faire. Cesser de demander une société plus libre, et la construire. Pour que, devant le constat de notre réussite, ils n'aient plus d'excuses pour rester immobiles.

Penser le Passage du Social au Politique

Chaque jour nous trouve plus 'décollectivisés', c'est-à-dire, plus atomisés, transformés en individus toujours plus isolés, sans rien qui nous relie fortement les uns aux autres. Mais, d'un autre côté, jamais dans l'histoire de l'humanité, nous ne nous sommes trouvés dans un tel état d'interdépendance en terme de production de vie en société. La division du travail est désormais si profonde que chaque minute, sans nous en apercevoir, chacun de nous dépend du travail de millions d'autres à travers le monde.

[...] Nous sommes tous sujets à cette tension fondamentale ; nous ressentons tous quelque part l'inquiétude qui accompagne le déroulement de l'ordre social de nos propres vies, dont nous connaissons la fragilité.

[...] L'attrait des appels à l'ordre [...] découle de l'appréhension que ressent la société vis-à-vis de la possibilité croissante d'un désordre catastrophique. D'un point de vue de l'individu, peu importe si le désordre est provoqué par un autre individu ou par le hasard, ou par un collectif progressiste qui agit dans le cadre d'une action politique [...] en cas de crainte d'un désordre catastrophique ou de la dislocation des relations sociales, le rappel à l'ordre [...] se trouve en terrain fertile.

[...] Cela ne sert à rien de se plaindre de cet état de fait : cette crainte fait partie de la société dans laquelle nous vivons. Cela n'est pas une affectation : le **soutien populaire pour les choix réactionnaires** n'est pas dû au 'manque d'éducation politique', quelque chose qui pourrait être corrigé avec de meilleurs explications. Il n'y a pas d' 'erreur' dans le soutien populaire pour [le système] : si l'on peut estimer qu'il existe des raisons de croire que la société est en danger (et c'est souvent le cas), le choix du renforcement de l' 'ordre' [...] est un choix particulièrement rationnel en l'**absence d'alternatives réalisables et préférables**.

[...] La Gauche a certainement le meilleur diagnostic sur ce qui va mal dans notre société. Nous pouvons faire des propositions intéressantes sur ce que pourrait être le monde futur. Mais sur la question : « comment y arriver ? », alors, nous avons soit l'alternative présentée par les traditionnels partis léninistes de prise du pouvoir, soit des généralisations vagues et absolument irréalisables.

[...] Peut-être que dans le passé, il était raisonnable de considérer le changement de société comme essentiellement un travail de destruction - mais ce passé n'est pas ici l'objet du débat. De toutes façons, la situation actuelle rend ce choix stratégique complètement impraticable. Parce qu'aujourd'hui, il n'y a pas de société 'en-dehors' de l'état et du marché. Bien sûr, il y a de nombreuses connections et formes de coopération qui existent en dehors ; mais les principaux liens sociaux qui organisent et produisent notre vie sociale sont aujourd'hui structurés au moyen du marché et de l'État. L'État-marché a déjà tellement transformé la vie sociale, qu'il n'existe plus de 'société' en dehors. Que se passerait-il si l'on pouvait empêcher l'état et le marché de fonctionner comme par un coup de baguette ? Certainement pas une humanité libérée, mais un chaos catastrophique pour les éléments les plus faibles parmi les individus dé-collectivisés, ici et maintenant, et le désordre de la société.

[...] Je crois qu'il faut repenser la stratégie en prenant en compte cette vérité essentielle : les règles et les institutions fondamentales qui permettent et organisent l'oppression sont, en même temps, les règles et institutions qui permettent et organisent la vie en société.

[...] Ce que je crois, c'est que nous devons créer et **développer nos propres instruments politiques**, qui nous permettront de **gérer la société actuelle** (de manière à nous **éviter la dislocation de l'ordre social**) tout en allant dans le sens d'un monde délivré du capitalisme.

[...] Alors que nous luttons avec l'ordre en vigueur, il faut développer, simultanément, des institutions d'un type nouveau qui permettront de **traiter la complexité des tâches communes** de la société **sur une échelle appropriée**. (PPSP¹)

Il nous faut envisager de construire une société organisée qui puisse rassurer, attirer et intégrer les personnes souhaitant sortir du capitalisme sans y trouver d'issue.

J'ai d'ailleurs souvent ressenti, en visitant des lieux autogérés, l'envie d'écrire une charte d'occupation pour expliciter les modes d'organisation mis en place afin de résoudre les problèmes de cohabitation en facilitant l'intégration de nouvelles personnes.

Malheureusement les collectifs sont souvent confrontés à un problème tout simple : l'absence de toute éducation politique (en le sens étymologique de « *gestion de la vie de la cité* », ou vie en collectivité, pas de choix entre la gauche et la droite) rend la tâche bien difficile. Ayant toujours été habitué.e.s à se faire dicter nos comportements, nous ne savons plus les réguler nous-même, autant individuellement que collectivement.

Or, le pouvoir modifiant le langage pour renforcer la suprématie de son idéologie, nous ne disposons même plus des compétences linguistiques permettant de décrire une structure organisationnelle autogestionnaire.

Ainsi, lorsque nous arrivons à nous organiser, nous passons notre temps à réinventer la roue. Je citerais en exemple les camps temporaires autogérés (CAC, NoBorder, noG, etc.) où, très souvent, plusieurs dizaines de personnes discutent en AG pendant une semaine pour finir par mettre

1 NDR : c'est moi qui surligne dans toute la citation

un place l'un des 2 ou 3 modèles de partage des tâches qui permettra de vider les toilettes-sèches ...

Pourquoi ne pas formaliser ces alternatives, les tester parallèlement pour établir leur critique, et proposer ensuite de choisir directement l'une ou l'autre (sans s'empêcher, si le cœur nous en dit un jour, de réfléchir à une N+1ième solution ; on prendra le temps parce qu'on l'aura choisi, pas parce qu'on ne retient rien de nos expériences passées ;-).

Un bon programmeur sait programmer.

Un très bon programmeur sait **quoi** programmer.

(Maxime informaticienne)

Méthode Ethnographique :

On observe d'abord ce que font les gens, on interagit avec eux, puis on fait ressortir la logique symbolique ou les implications de leurs pratiques. Celles-ci, une fois répertoriées, ne sont pas des prescriptions, mais des contributions ou des possibilités : des dons.

(Wikipédia, Pour une Anthropologie anarchiste)

De la nécessité de systèmes transitoires

Bien-sûr, certain.e.s répondront qu'ils veulent vivre en paix et en harmonie avec la nature, et que les gens des villes n'ont qu'à se débrouiller. Cependant, il faut se rappeler que le capitalisme est auto-destructeur, et que quel que soit notre niveau d'autonomie par rapport à celui-ci, il nous entraînera inéluctablement avec lui dans sa chute.

Que ce soit par une destruction de l'écosystème planétaire, un asservissement total de la population (suivi de l'extermination des derniers bastions de la liberté ...), ou une crise économique et alimentaire (suivi fatalement du pillage des derniers lieux producteurs ...), nous ne pouvons laisser le capitalisme atteindre son paroxysme sans risquer l'extermination à plus ou moins court terme de la liberté, puis de la majorité de la vie sur terre.

Alors, faut-il tomber dans le fatalisme, profiter de l'instant présent en essayant de ne pas penser à demain ? Ce serait oublier que le capitalisme n'a de pouvoir que parce qu'on lui en donne. Ce système ne tient qu'à un fil et c'est le peuple qui le soutient chaque jour en s'y intégrant.

Ainsi, il suffirait d'un mouvement suffisant de désobéissance civile pour faire s'écrouler tout le système de contrôle et de répression gouvernemental et extra-gouvernemental.

Si 1% de la population active décidait d'arrêter de travailler à l'usine (ou au bureau) pour aller vivre en communautés autonomes et faire pousser des radis, qu'elles seraient les répercussions de la baisse de 1% du PIB ? L'économie s'écroulerait d'elle-même, et les individus seraient bien obligés de reprendre le contrôle de leur vie.

Cependant, si nous ne réfléchissons pas, avant cet écroulement, à la façon dont pourra s'organiser le reste de la population, nous risquons d'assister au « *chaos catastrophique* » professé par Ezequiel Adamovsky dans PPSP.

Il s'agit là d'une des tragédies de notre génération : ce que nous devons construire, ce n'est pas le monde qui nous correspond, mais, dans un premier temps tout du moins, des systèmes transitoires permettant au reste de la population de sortir du capitalisme.

On ne peut se permettre de les laisser de côté en leur collant l'étiquette de « majorité silencieuse ». Il ne demeureront pas éternellement dans cet état de passivité relative ou de contestation mitigée. Si nous n'arrivons pas à communiquer avec eux, si nous ne les poussons pas à faire alliance avec nous, ils glisseront à droite.

(Saul Alinsky, Être Radical)

S'organiser, mais surtout théoriser et documenter les moyens d'organisation que nous mettons en place, afin qu'ils puissent servir aux autres.

Une fois que le mouvement aura cessé de s'accrocher à l'idéologie de l'absence de structure', il aura la possibilité de développer les formes d'organisation qui seront davantage en accord avec son fonctionnement.

[...] Par dessus tout nous devons essayer différentes formes de structuration et développer différentes techniques à utiliser dans différentes situations. (TAS)

De la nécessité de sublimer la ZAD

Proposer des solutions qui puissent convenir au plus grand nombre (si ce n'est à tous), nécessite de prendre en compte les besoins de la population, où ce qu'elle croit être ses besoins.

Cet échec d'un grand nombre de jeunes activistes à comprendre l'art de la communication est catastrophique. S[i seulement] ils avaient la moindre notion de ce que signifie communiquer, s'ils avaient compris, au niveau le plus élémentaire, qu'ils doivent avant tout faire appel à l'expérience de leur public et respecter les valeurs des autres [! ...]

[...] Les gens ne peuvent comprendre qu'en fonction de leur expérience.

[...] La condition fondamentale indispensable pour comprendre la politique du changement est d'admettre le monde tel qu'il est. Nous devons nous plier à ses exigences si nous voulons le changer et en faire ce que nous souhaiterions qu'il soit. Pour cela, il faut d'abord le voir tel qu'il est et non pas tel qu'on le voudrait. Nous devons le voir avec des yeux de politiciens réalistes, voir « ce que les hommes font et non pas ce qu'il devraient faire », comme Machiavel et d'autres l'ont souligné.

(Saul Alinsky, Être Radical)

Si notre alternative au capitalisme doit sembler préférable à la « *majorité silencieuse* » afin qu'elle accepte de changer, nous devons être en mesure de répondre un minimum aux besoins et attentes d'un.e citoyen.e, tout en développant suffisamment d'alternatives pour que chacun.e trouve sa place.

Parce que rien ne sert de se battre si ce n'est pas pour envisager de vaincre et parce que se construit aujourd'hui (ou au moins s'expérimente) ce qui succédera. Aujourd'hui la « gouvernance » de la ZAD c'est souvent la loi de la plus forte (la plus nombreuse, et/ou la plus violente physiquement et/ou la plus violente symboliquement et/ou la plus présente). Ça ne fait pas rêver grand monde comme horizon.

(A Propos de quelques Débats sur la ZAD)

S'organiser, et assurer une réelle autonomie en termes d'approvisionnement, de production, et de défense ; au-delà de la récup' et du don, au-delà de la construction « *moyen-âge* » ou « *bidon-ville* » et des courses à Super U, au-delà du cycle de destruction-reconstruction et de la vie de maquis.

Certes, cette vie peut nous correspondre, mais elle ne correspond pas aux personnes encore enfermées dans les peurs du système. Admettons également que le tableau est noirci ; mais n'oublions pas que c'est celui qui est présenté à la population, et que c'est à nous de montrer que nous sommes capables de bien plus que ça.

Certain.e.s répondront aussi qu'individuellement, certains lieux ont atteint l'autonomie alimentaire. Que d'autres bricolent à gauche à droite. Que certains lieux ont survécus aux expulsions. Mais c'est justement ce qui fait la différence entre l'individuel et le collectif, entre l'utopie et l'« *alternative réalisable et préférable* » (PPSP).

Si nous ne pouvons, à l'échelle de la ZAD, assurer une réelle autonomie pour tou.te.s, comment pouvons nous demander aux autres d'abandonner le capitalisme pour une utopique alternative qui n'a jamais fait ses preuves ?

Sortir du miroir : accepter de s'organiser

Si nous souhaitons développer le potentiel de la ZAD et montrer à tou.te.s le pouvoir d' « *un peuple qui se lève* », nous devons mettre en place une organisation efficace permettant une communication claire entre chacun.e, la définition d'objectifs et de priorités, et la mise en place des chantiers, ateliers ou commissions permettant de répondre aux besoins exprimés.

Collectif souverain dans son lieu de vie

Si nous voulons développer « *des institutions d'un type nouveau qui permettront de traiter la complexité des tâches communes de la société sur une échelle appropriée.* » (TAS), nous devons partir de la base de l'organisation collective : le lieu de vie.

[L]'expérience des squats a, bien avant la ZAD, montré à quel point était pratique la notion de collectif d'habitantes s'entre choisissant, gérant ensemble un lieu comme leur domicile, et accueillant des invitées respectant les règles de leurs hôtes.

Sur la ZAD, cette conception aurait l'avantage de permettre aux visiteuses de mieux se positionner dans les lieux, aux occupantes de mieux vivre leur vie quotidienne dans un environnement quand même pas facile, de développer la responsabilité collective quand un individu déconne sur un lieu (au lieu que ça retombe sur tout le monde à la ZAD), de favoriser l'appropriation des débats et décisions nécessaires par petits groupes, de stabiliser un peu les gens et un tas d'autres avantages dont je ne vais pas faire la liste.

(A Propos de quelques Débats sur la ZAD)

1- « **Son toit, ses lois.** »

L'expérience nous montre qu'il n'existe pas un mode de fonctionnement autogestionnaire unique : chaque lieu de vie met en place le mode de fonctionnement qui correspond au collectif d'habitant.e.s, à ses projets et ses aspirations.

Il semble donc favorable, dans chaque lieu de vie, de définir le collectif d'habitant.e.s et sa forme, d'affirmer sa souveraineté en ses lieux (voir annexe 1 : Exemple de Déclaration de Souveraineté), et d'expliciter ses objectifs (expérimenter un mode de vie défini, apporter une production ou un service à la communauté, etc.) et les structures organisationnelles qu'il souhaite mettre en place afin de les réaliser.

Chaque collectif étant souverain en son domaine (raisonnablement limité), nous pouvons estimer que, malgré cette position d'autorité limitée, rien n'est imposé à personne puisque chacun.e est libre d'aller où il.le veut vivre comme il.le l'entend.

A contrario, celui.celle qui choisit de pénétrer dans un lieu habité accepte de respecter la charte d'occupation et les résolutions collectives mises en place par les habitant.e.s.

Nous avons ainsi défini une autorité locale (une par lieu), référente (les visiteur.euse.s ont les points de référence nécessaires pour adapter leur comportements au fonctionnement du collectif) et apaisante (les habitant.e.s ont la légitimité et les outils pour réclamer les conditions nécessaire à leur bien-être), sans être coercitive². Un bon départ vers une organisation anarchiste / une démocratie directe.

2 Coercition : action exercée contre quelqu'un.e pour le.a forcer à agir ou le.a contraindre à s'abstenir

2- Le collectif souverain, instance de base de la structure décisionnelle

Afin de revendiquer le respect de ses modes de fonctionnement, le collectif d'habitant.e.s se doit d'expliciter ceux-ci dans une Charte d'Occupation accessible à tou.te.s.

Or un collectif d'habitant.e.s est constitué d'individu.e.s qui se connaissent un minimum, et tout du moins se respectent et s'écoutent. Il regroupe forcément de personnes ayant un minimum en commun (en terme de modes de fonctionnement en collectif, de valeurs et d'aspirations, de projets et de motivations) ; ce tronc commun (qui peut s'exprimer sous forme de complémentarités) représente leur raison d'être ensembles.

Nous pouvons donc espérer que, dans son cadre, un consensus sera très souvent facilement exprimable. En plus d'apporter aux habitant.e.s une meilleure visibilité sur les projets du collectif et la façon de chacun.e de s'y intégrer, Ce travail leur permettra de faire leur premier pas dans les structures organisationnelles (celles de leur lieu) et la mise en place d'une autorité autogestionnaire (la leur ;-).

Ainsi, par la suite, lorsque des discussions seront nécessaires afin de prendre des décisions collectives, le collectif d'habitant.e.s représentera une instance de base où chacun.e peut faire entendre sa voix, et, le cas échéant, exprimer un veto avec le soutien de ses cohabitant.e.s.

Comité de village réussissant des porte-paroles

Cependant, réfléchir et organiser son développement à l'échelle d'un seul lieu, c'est se priver des bénéfices de la collectivité tout en restreignant son efficacité bien en deçà de son potentiel en refusant d'atteindre la taille critique.

Nous devons mettre en place des processus organisationnels et décisionnels permettant de gérer les besoins collectifs à l'échelle de la ZAD lorsque cela est nécessaire ou préférable (rédaction de communiqués, organisation de la défense, gestion des routes et espaces collectifs, etc.).

Nous avons établi que les discussions et décisions finales se feraient dans chaque lieu de vie. Il nous faut donc organiser la communication entre ses lieux de vie afin de leur permettre de prendre des décisions collectives éclairées.

1- L'Assemblée Générale

L'expérience nous a bien montré que l'idée d'une assemblée générale plénière³ ne fonctionnait pas à grande échelle. Espérer réunir l'ensemble d'une population de plusieurs centaines de personnes pour plusieurs heures de discussion chaque semaine est utopiste ; espérer que chacun.e pourra s'exprimer et que chaque opinion sera entendue en vue d'arriver à un consensus est clairement naïf.

Nous devons donc réfléchir à l'AG comme un organe de communication et d'articulation entre les instances de décisions effectives : les collectifs d'habitation. Les discussions se déroulant dans les lieux de vie, inutile d'être tou.te.s présent.e.s : il suffit que chaque lieu soit représenté.

3 Assemblée plénière : la totalité de la population concernée est présente

Ainsi, nous pouvons imaginer une AG réunissant un.e porte-parole de chaque lieu (et de chaque autre instance : Média Center, Medicale Team, groupe de réflexion sur la défense de la ZAD, groupe de rédaction d'un communiqué, etc.). Son seul rôle est de faire circuler les informations entre chaque composante de la lutte.

Chacun.e sait ce qu'il.le a à dire, puisqu'il.le n'est là que pour rapporter les infos ou décisions préalables de son collectif. Les informations peuvent circuler très rapidement et efficacement. La présence d'un.e représentant.e de chaque composante permet, sur des sujets peu conflictuels, d'effectuer un tour de table afin d'obtenir une prise de température permettant d'explicitier rapidement une orientation à suivre ; cependant, la décision devra dans tout les cas être validée dans chaque lieu de vie, et tout point portant à discussion sera redescendu dans ceux-ci et/ou en discussion collective ultérieure (création d'un groupe de réflexion qui rapportera à la prochaine AG par exemple).

La présence d'un.e porte-parole de chaque lieu apporte l'assurance que chacun.e aura accès, à travers son porte-parole, d'une part à une information claire et exhaustive, d'autre part à la possibilité d'interagir avec chaque collectif de la ZAD, que ce soit par une demande d'information, une annonce, ou un veto sur une proposition.

2- Les Portes-Parole

Qui seront donc les portes-parole (si dessous abrégé « PP ») ? Dans l'idéal, chaque habitant.e à tour de rôle afin de partager au maximum les responsabilités.

Celles-ci sont néanmoins limitées puisqu'aucun pouvoir décisionnel n'est en cause : le PP ne fait que porter la parole prédéfinie du collectif. En dehors de ce qui à été défini à l'avance dans la réunion de lieu, il.le n'a qu'un rôle consultatif. Et en dedans, il.le se sait le.a porteur.euse légitime et mandaté.e des décisions d'un collectif souverain reconnu.

Sa seule responsabilité reste donc de rapporter correctement les informations, dans un sens comme dans l'autre ; cela implique, le cas échéant, de demander les clarifications nécessaires ou les précisions qui intéresseront ses cohabitant.e.s.

Cette responsabilité étant lié au bon accomplissement d'une tâche que la spécialisation peut améliorer, il peut être envisager dans certains lieux d'avoir un.e référent.e PP fixe. Il faut bien sur qu'il.le soit volontaire, et que les autres cohabitant.e.s approuvent (« *cool, pas de corvée AG !* »;-). Cependant, le risque de prise de pouvoir (rétention d'informations, validation de décisions non consensuelles, etc.) comme les problèmes lorsque ce.tte référent.e ne sera pas disponible (et les libertés qui lui sont accordées quand à son engagement) sont à réfléchir au préalable.

Enfin, pour un lieu avec une population forte et un turn-over⁴ important, on peut imaginer une rotation en équipe de deux apportant l'accompagnement nécessaire à la prise en main du poste.

4 Turn-over : renouvellement fréquent de la population par une succession de départs / arrivées

3- Structure hiérarchique, sous-groupes et diversité

Bien-sûr, si nous voulons « *traiter la complexité des tâches communes de la société sur une échelle appropriée* » (PPSP), il sera nécessaire d'envisager des intermédiaires entre les lieux de vie et la ZAD dans sa globalité.

De nombreuses tâches ou problèmes peuvent se gérer à une échelle plus petite : chicanes de la D281, plantations collectives du Port, défense du Chemin de Suez, etc. Si chacun.e à un droit de regard sur les décisions qui sont prises à ce sujet, l'expérience nous montre qu'il est plus efficace de s'organiser à petite échelle que d'attendre une décision à la réunion du jeudi ...

Certain.e.s auront remarqué que nous venons de mettre en place une organisation pyramidale. Cependant, le pouvoir y est inversé, puisque plus une entité est élevée, plus elle a de lieux de vie pouvant orienter ou limiter son action.

D'autre part, nous verrons se former en dehors de ce schéma des groupes d'organisation non géographiques (par exemple groupe de défense avec les barricades et lieux frontaliers, groupe CB pour coordonner les lieux équipés, etc.).

Enfin, d'autres collectifs existent ou sont à créer pour gérer les besoins de la ZAD et de ses habitant.e.s : Media Center, Caisse de la ZAD, Equipe Medic, etc. doivent être au service de la collectivité, dûment mandatés et légitimes pour ne pas tomber dans le travers des « *stars* » (TAS, voir le Terrier du Lapin Blanc).

4- Exemple de processus

- A l'AG, le Media Center prévient que les Veilleurs souhaitent passer « à *proximité de Notre-Dame-des-Landes* »
- Une discussion rapide valide le besoin d'un communiqué et explicite son contexte, une ou plusieurs séances libres d'information et de discussions sont organisées, les dates sont diffusées à tou.te.s par les PP
- Les comptes-rendus de ces discussions sont transmises dans chaque lieu, chaque collectif discute et explicite son ou ses points de vue
- A l'AG suivante, les PP rapportent et comparent les différents points de vue et explicitent les opinions à communiquer
- Un compte rendu est mis à disposition, un ou plusieurs groupes rédigent plusieurs propositions de communiqué
- Les communiqués sont analysés et critiqués dans chaque lieu
- A l'AG, les PP rapportent aux collectifs d'écriture les demandes de modification ; une proposition peut être dédoublée si deux demandes incompatibles coexistent ; un tronc commun minimaliste mais consensuel peut être explicité, complété par plusieurs opinions complémentaires
- Allers-retours jusqu'à ce que chaque lieu ait validé le ou les communiqués qui lui conviennent
- Finalement, le Media Center est mandaté pour publier chaque communiqué au nom de ceux qui l'ont validé

Certes, ce processus pourra se montrer long dans les cas où un consensus n'est pas aisément distinguable ; mais c'est justement au prix de ce temps nécessaire au dialogue que peut s'exprimer un consensus.

D'autre part, la possibilité de valider différents communiqués permet d'exprimer la diversité des opinions présentes sur la ZAD plutôt que le seul communiqué « *des habitant.e.s* », rédigé, validé et publié par ceux.elles qui ont eu la date de la réunion d'écriture, le courage d'y aller, et la capacité à s'y faire entendre ...

Définition des valeurs communes

Une fois mise en place cette structure organisationnelle, nous aurons donc la possibilité d'explicitier puis de valider les consensus ou les diversités d'opinion présentent sur la ZAD. Il semblera alors opportun de réfléchir aux valeurs et aspirations qui nous réunissent.

Ainsi, même si des divergences existent concernant l'emploi des tracteurs, il ne semble pas irréaliste de penser que nous nous accordons sur le refus des pesticides.

De même, malgré les dissensions autour de l'usage de la violence, l'expérience a montré que si l'usage de la force pour la résistance contre «*l'envahisseur*» est acceptée (dans des limites qu'il conviendrait de définir) quand elle devient nécessaire, son usage à l'intérieur de la ZAD, que ce soit contre un.e zadiste, un visiteur ou une passante, ne devrait pas être tolérée.

Et ainsi de suite. Expliciter le tronc commun qui nous réunit dans un « *manifeste sur nos valeurs communes sous forme écrite* » (CR de la réunion sur la violence du 4/12/2013) permettrait de relativiser les désaccords en se rappelant ce qui nous rassemble, tout en donnant à chacun.e les repères nécessaires pour adapter son comportement.

Il permettra également de connaître précisément les bases sur lesquelles construire notre organisation afin de mettre en place une expérience de société qui nous corresponde et où chacun.e puisse trouver sa place.

Définition des plans d'action, priorités et besoins

Une fois définis nos valeurs, aspirations et besoins communs, nous pourrions réfléchir à la façon d'y répondre. Voir l'ensemble des travaux à accomplir, comment ils s'articulent, se complètent.

Tout en ayant conscience que nous ne résoudrons pas tous les problèmes d'un coup, s'occuper de ceux qui sont les plus gênants et les plus facilement gérables, et libérer ainsi rapidement du temps et de l'énergie pour s'atteler aux autres.

Voir que certains problèmes s'incluent dans d'autres, que certaines améliorations d'un côté sont nécessaires ou favorables au travail d'un autre. Et accepter de se fixer des priorités, des étapes, des phases transitoires.

Et commencer enfin, maintenant, à construire et expérimenter un nouveau monde, par le bas, collectif par collectif, mais en sachant comment le travail de chacun.e s'articule avec celui des autres pour atteindre un objectif commun.

Je proposerai la deuxième partie de cet ouvrage un exemple de « programme » applicable sur la ZAD ; celui-ci aura pour but, plutôt que d'être appliqué tel quel, de montrer le potentiel accessible afin de donner envie de s'organiser et de définir collectivement un programme consensuel.

Commissions, mandats et responsabilités

Afin de gérer les besoins et l'organisation de la ZAD, la constitution de commissions s'avère nécessaire. Si nous ne les mandats pas, elles se créent d'elles-mêmes et nous n'avons plus aucun moyen d'exiger d'elles une quelconque responsabilité (phénomène des « *stars* » -TAS).

Il faudra donc définir un (des) cadre(s) à la création, la gestion et les responsabilités d'une commission. *La Tyrannie de l'Absence de Structure* et *Penser le Passage du Politique au Social* nous proposent tous les deux des bases pour la construction d'une structure organisationnelle autogestionnaire.

Je proposerai dans *Zac Ain't Capitalism* les bases d'un langage de la structure organisationnelle autogérée comportant notamment des réflexions sur les notions de commissions, de mandats et de responsabilité.

L'idée n'étant pas de fixer un mode de fonctionnement universel et définitif, mais de proposer un panel de cadres testés et approuvés, adaptables et modifiables, permettant de construire aisément la structure nécessaire et efficace pour un besoin donné, reconnue comme légitime et soutenue comme telle.

Annexe 1 : déclaration de souveraineté

Considérant qu'un collectif défini d'individu.e.s s'est investi dans la construction des infrastructures du lieu-dit X et dans l'amélioration de la maison existante sur ce lieu-dit (celle-ci ayant été délaissée par ses ancien.ne.s habitant.e.s) ;

que ce collectif s'y est investi dans l'intention d'en avoir l'usage dans le cadre de la lutte de la ZAD de NDDL ;

qu'il fait son possible pour l'entretenir et le bonifier ;

nous déclarons ce lieu-dit propriété d'usage (telle que définie dans l'annexe 1⁵) du collectif d'Habitant.e.s de X (ci-dessous Collectif X).

Considérant (comme démontré dans l'annexe 2, TAS⁶), qu'un collectif qui agit ensemble, d'autant plus qu'il vit dans un même lieu, met forcément en place des modes de fonctionnements qui définissent une structure organisationnelle ;

que garder celle-ci implicite ne l'abolit point, mais entraîne de nombreuses dérives contraire à un fonctionnement autogestionnaire efficace du collectif ;

que pour que cette structure soit libre et autogestionnaire, elle ne doit pas être imposée par le haut mais explicitée par le bas ;

nous confions au collectif X le soin de décrire le mode de fonctionnement du LDX dans la charte d'occupation de X (ci-dessous CO), d'assurer sa tenue sur la durée, et de l'adapter à l'usage qui est fait du lieu.

5 Annexe non jointe au présent document, voir *De l'Autre Coté du Miroir*, partie 2

6 idem, voir *Le Terrier du Lapin Blanc*

Considérant donc que le lieu-dit X est la propriété d'usage du collectif X, et qu'il revient à celui-ci de mettre en place et d'assurer une structure organisationnelle pour ce lieu ;

également que, comme l'entend la maxime « à Rome, fait comme les Romain.e.s », la politesse -voie d'accès à autrui-, veut que l'on se conforme au mode de fonctionnement de son hôte ;

que le lieu-dit X est suffisamment réduit, et qu'il existe suffisamment d'alternatives, au sein même de la ZAD où il se situe, pour que rien ne soit imposé à personne contre son gré ;

nous demandons à chaque personne pénétrant dans le lieu-dit X de se conformer à la CO mise en place par le collectif X ;

nous chargeons celui-ci de mettre en place les éléments nécessaires pour s'en assurer ;

et nous le déclarons légitime à demander l'application de toute résolution collective ou consigne de sécurité préalablement explicitée, et, le cas échéant, à faire appliquer les mesures nécessaires également explicités dans la CO.

Zadista Anarkia Corpus

Préambule :

La Pilule Rouge

Vision d'un Monde en Déchéance et quelques Issues possibles

Tome 1 :

Le Terrier du Lapin Blanc

A propos de « l'Absence de Structure » sur la ZAD de NDDL

Tome 2 :

De l'autre Côté du Miroir - Partie 1

Comment faire entendre « la Voix du Peuple » sur une ZAD

Aparté :

L'Enfer c'est les Autres

Des Mécanismes de Régulation sociaux en Communauté autogérée

Tome 3 :

De l'autre Côté du Miroir - Partie 2

De la Zone A Défendre à la Zone d'Autonomie Définitive

Aller plus loin :

Zac Ain't Capitalism (A paraître)

Base d'un Langage de la Structure organisationnelle autogérée

Vous êtes libre de partager et remixer ce texte. Pour plus d'informations sur la licence Creative Commons :
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/deed.fr>

